COMPTE RENDU DU CTL DU 21 AVRIL 2016

C'était le premier CTL présidé par notre nouvelle directrice départementale des finances publiques de Saône et Loire, Mme Eliane SIMON. L'ordre du jour était composé de la campagne IR (Bilan 2015 et en cours), l'aménagement des horaires d'ouverture pendant la campagne de réception et l'adaptation des structures du réseau départemental.

Au niveau du bilan 2015 de la campagne IR, il a été rappelé que la DDFIP 71 avec 4 autres DDFIP au niveau national, avait été un département d'expérimentation en matière de télédéclarations IR avec une démarche spécifique en direction des contribuables pour les inciter à déposer leur déclaration de revenus par internet avec des ordinateurs dédiés dans les SIP avec le concours de collègues contrôleurs stagiaires à cette époque.

La réalité était que la Saône et Loire faisait partie des derniers départements en terme de télédéclarations à l'IR en 2014 avec un taux de télédepôt à 34,14 % par rapport à la moyenne nationale. L'objectif de la promotion de Télé IR a été atteint lors de la campagne IR 2015 avec un taux de 37,13 %.

La direction a aussi fait remonté à la DG les difficultés rencontrées par les personnes âgées pour contrôler le montant de leurs pensions pré-mentionnées par leurs organismes de retraite tels la Caisse Nationale d'Assurance Vieillesse (CNAV). Ceux-ci avaient envoyé un courrier à leurs assurés les informant qu'ils ne disposeraient plus dorénavant de justificatifs papiers quant au montant versé de retraite pour l'année de la déclaration. Et que cette information était disponible sur le site internet de la Caisse de retraite avec un identifiant personnel. Qu'en sera-t-il cette année ?

Un autre constat a été fait quant à une baisse relative de l'accueil physique pour une hausse conséquente de l'accueil téléphonique pour aider les contribuables en particulier à naviguer sur le portail « impots.gouv.fr » pour saisir leur déclaration de revenus. Il est vrai qu'aujourd'hui l'accès à certains SIP est compliqué avec des files d'attente importantes pour pouvoir rencontrer des agents des finances publiques. Le manque de personnel se fait ainsi sentir fortement pendant cette période importante dans le fonctionnement de la DGFIP.

Pour terminer sur ce point là, nous n'avons eu aucune réponse quant à l'impact post-campagne IR de l'annonce par le gouvernement d'un dispositif d'allègement de l'impôt à payer en particulier pour les contribuables anciennement attributaires de la demi-part supplémentaire dite des « Veuves » et aussi concernant la Taxe d'Habitation et la Taxe Foncière.

Pour la campagne IR 2016 en cours, le dispositif arrêté est classique avec comme nouveauté importante au niveau de la loi de finances la suppression de la PPE remplacée par la prime d'activité versée à compter du 1er janvier 2016 par les Caisses d'Allocations Familiales, exonérée d'impôt sur le revenu. Ne pas oublier l'obligation pour les contribuables dont le RFR 2014 était supérieur à 40 000 €, de souscrire leur déclaration de revenus par voie électronique sauf en cas d'absence d'accès à internet.

Comme d'habitude, les contribuables devront déposer leurs déclarations papier pour le 18 mai 2016 et le 7 juin pour les internautes.

Pour l'aménagement des horaires d'ouverture pendant cette campagne IR 2016, la DDFIP 71 a proposé pour avis aux OS que les guichets soient ouverts au public tous les jours de manière dérogatoire sur la seule période du 2 au 18 mai inclus, par rapport aux demi-journées et journées de fermeture instaurées toute l'année dans les différents services de la DDFIP.

Quant au troisième point sur l'adaptation des structures et du réseau, ce sont donc 3 pré-projets qui ont été soumis à l'avis de représentants du personnel :

- Le premier consacre la mise en place de 2 Services de Publicité Foncière – Enregistrement (SPF-E) sur les sites de Chalon sur Saône et de Mâcon pour le 1er septembre 2017. Cette date est imposée par la DG pour l'ensemble de la DGFIP pour constituer des SPF-E ou un Service Départemental de l'Enregistrement. Les trois autres SPF : Autun, Charolles et Louhans ne sont pas concernés pour l'instant.

- Le deuxième vise à terminer la réforme de la fusion Centre des Impôts Fonciers – Service des Impôts des Particuliers (CDIF-SIP) commencée en 2008 sur les sites d'Autun, de Louhans et de Mâcon. A l'époque, les secteurs fonciers se sont dilués dans les secteurs d'assiette avec des agents faisant aussi bien de l'IR que du foncier sans distinction des métiers. Deux pôles départementaux (sauf Charolles) au sein du CDIF de Chalon sur Saône ont été créés : un Pôle d'Evaluation des Locaux Professionnels (PELP) et un Pôle Topographique de Gestion Cadastrale (PTGC) regroupant l'ensemble des collègues géomètres.

Actuellement ce sont donc deux CDIF qui existent : Charolles et Chalon sur Saône.

La proposition de réorganisation de la sphère foncière avec **effet au 1er janvier 2017**, seraient le rapprochement des deux CDIF avec les SIP Charolais et Chalonnais avec la création de deux cellules foncières mutualisées où les collègues accompagnant la mission foncière garderaient leur métier :

- ensemble des communes du ressort des SIP de Chalon et Montceau ;
- ensemble des communes du ressort des SIP de Charolles et Paray.

Le CDIF de Chalon sur Saône serait alors constitué des PELP et PTGC avec un accueil sur Chalon et des antennes formées de géomètres sur Autun, Charolles, Louhans et Mâcon.

- Quant au troisième pré-projet, il consiste dans un premier temps à transférer le recouvrement de l'impôt de la Trésorerie de Cuiseaux au SIP de Louhans avec mise en place au 1er janvier 2017 sans transfert d'emploi avec une fermeture reportée sinon envisagée pour le dernier trimestre 2017.

Ces 3 pré-projets sont proposés pour avis au CTL sous réserve de la validation par la DG . Chacun a fait l'objet d'un vote de la part des OS qui se sont exprimées unanimement contre.

Nous avons bien compris que dans le cadre des moyens restreints alloués à la DGFIP budgétairement et des milliers de suppressions d'emplois déjà connues et malheureusement encore à venir, le maillage territorial est appelé localement à se resserrer sur un nombre très réduit de communes principales avec la mise en avant du tout internet (Démarche Stratégique oblige) et l'obligation pour tous les redevables et les contribuables de télédéclarer et télépayer. Pour la Saône et Loire, la DDFIP essaie de prendre en compte au niveau de ses propositions de réorganisation interne la réalité de la dimension géographique du septième plus grand département de France avec des résidences parfois éloignées plus de 2 h l'une de l'autre (Mâcon – Autun par exemple), pour une moyenne d'une heure en se référant à Chalon sur Saône.

C'est la proximité numérique préconisée par la DGFIP au détriment de la proximité physique. Les usagers du service public de la DGFIP devraient avoir le choix et non subir l'obligation d'effectuer uniquement leurs démarches administratives fiscales par internet.

Cette administration régaliennne de l'Etat censée assurer une mission de justice fiscale, sinon sociale sur l'ensemble du territoire national (métropolitain et ultra-marin), se voit aujourd'hui obliger de faire des priorités laissant certaines zones rurales ou urbaines sensibles en jachère avec un démantèlement systématique de son réseau.

L'égalité républicaine d'accès un service public de proximité pour tous les citoyens avec la liberté d'établir ses déclarations fiscales sur le support de son choix et de payer ses impôts et taxes selon le moyen de paiement librement consenti par le contribuable, ne sont plus des valeurs partagées par les pouvoirs publics.